

**VIIe congrès de l'Association française
de science politique**

Lille, 18, 19, 20 et 21 septembre 2002

Table-ronde n°2

“ La règle électorale ”

**Sous la direction de
André-Paul Frogner et Annie Laurent**

**Prévision des élections de 2002 :
les enseignements du modèle politico-économique**

Bruno Jérôme
(Université de Metz, 3DI-Paris 2)
Véronique Jérôme
(Université de Metz)

Introduction

La double consultation électorale de 2002 a été marquée par un résultat particulièrement inédit. Pour la seconde fois depuis 1969, la gauche est éliminée dès le premier tour de la présidentielle. Plus surprenant encore, les électeurs ayant voté comme ils l'auraient fait à la proportionnelle au premier tour, le candidat Jospin, Premier ministre sortant est devancé pour le second tour de quelques 195 000 voix par le leader du Front National Jean-Marie Le Pen. Finalement, le candidat-président Jacques Chirac, réélu au second tour avec un score hors-norme sous la V^e République de 82,21% des suffrages, réussit son pari en obtenant 399 députés à l'Assemblée nationale aux législatives qui suivent.

La question est alors de savoir si l'on pouvait anticiper, sinon prévoir, une telle situation en analysant l'évolution de la situation politique et économique quelques mois avant que n'apparaisse ce que l'on qualifiera de « séisme ».

Au plan politique, on supposera que la compréhension des élections de 2002 passe par la prise en compte des paramètres suivants :

- l'inversion du calendrier électoral,
- le décrochage de Lionel Jospin par rapport à Jacques Chirac dans l'opinion,
- l'incertitude sur la situation électorale de l'extrême-droite, ainsi que sur la pérennité de son implantation régionale,
- la radicalisation de l'extrême-droite à l'encontre de la droite classique,
- l'évolution du rapport des forces droite/gauche en vue du premier tour de la présidentielle et l'évolution de leurs zones de force au plan décentralisé.

Au plan économique, deux autres paramètres ont pesé sur les élections de 2002. Il s'agit en particulier :

- du ralentissement de l'activité économique début 2001, avec pour corollaire la dégradation de l'emploi, variable selon les régions,
- de la montée du pessimisme des agents économiques à partir de cette même période.

A partir de ces déterminants, nous proposons ici une modélisation politico-économique en *pooling* régional temporel, pour la présidentielle et les législatives, en montrant en quoi elle peut constituer un outil réduisant l'incertitude.

Le contexte politico-économique du double rendez-vous électoral de 2002

L'inversion du calendrier électoral

Sans évoquer ici le débat purement constitutionnel, depuis la fin de 1999, un véritable jeu stratégique s'est engagé entre le président de la République et le Premier ministre. Compte tenu de l'éclatement de l'extrême-droite, J. Chirac pense que la droite peut d'abord remporter les législatives, puis la présidentielle dans le sillage. Conscients de ce danger, L. Jospin et le PS appuient l'idée de l'inversion du calendrier électoral. En testant les deux scénarii possibles, Jérôme et Jérôme-Speziari¹ ont calculé qu'en cas de maintien du calendrier initial, la gauche perdait les

¹ B. Jérôme Bruno et V. Jérôme-Speziari (2001), « Les résultats de 2002 à travers leurs déterminants économiques », *Les Echos*, Rubrique idée, 17 avril.

législatives (entre 138 et 196 sièges de députés) mais pouvait, compte tenu du bon état de l'économie, remporter la présidentielle avec un score compris entre 52,28% des voix et 54,83% des voix. En revanche, en cas d'inversion, la gauche pouvait escompter remporter les deux élections. Jérôme, Jérôme-Speziari et Lewis-Beck² confirment ce résultat dans leur analyse des conséquences de l'inversion. En cas de poursuite de l'embellie économique, la meilleure stratégie pour les sortants (la coalition gouvernementale PC-PS-Verts-divers gauche) semblait donc être l'inversion, celle-ci qui fut entérinée par les électeurs, lors du référendum du 24 septembre 2000 sur le quinquennat.

La crédibilité comparée ente J. Chirac et L. Jospin

En élaborant un indicateur simple d' « état de la cohabitation », soit l'écart entre les satisfaits du Premier ministre et ceux du président³, on constate que le Premier ministre devance en moyenne le président de 4 points en 1997 et 1998. Mais, en 1999 et 2000, c'est le Premier ministre qui accuse un retard moyen de 4 points sur le président. A partir du premier trimestre 2001, on peut même parler de décrochage, puisque le président gardera en moyenne 9 points d'avance sur son Premier ministre. La crise internationale de septembre 2001 a probablement contribué au maintien de cet écart. Il faudra attendre, l'effet mobilisateur des déclarations de candidature du premier trimestre 2002 pour observer un resserrement entre les deux têtes de l'exécutif (43% de satisfaits pour chacun en mars 2002).

Lorsqu'on analyse le niveau de l'indice de popularité, hormis « l'accident » de septembre 2000, L. Jospin reste au-dessus des 50% de satisfaits. Par la suite, le Premier ministre descend nettement en dessous de 50% de satisfaits à partir de novembre 2001 (44%) et ce, jusqu'en avril 2002 (42%).

En comparant la situation de L. Jospin au dernier trimestre de l'année précédant la présidentielle⁴, avec celle des deux autres Premier ministres « cohabitants » que furent J. Chirac en 1987 et E. Balladur en 1994, nous ferons le constat suivant : L. Jospin accuse un retard de 9 points sur J. Chirac président, ce qui est mieux que J. Chirac Premier ministre face à F. Mitterrand (retard de 12,5 points). En revanche, c'est moins bien qu'Edouard Balladur qui bénéficiait d'un excédent de 5,32 points sur F. Mitterrand. Sur ce même trimestre, le niveau de popularité de J. Chirac était de 41% en 1987, et celui de Lionel Jospin de 46,33%. En revanche, E. Balladur recueillait 52,66% de satisfaits. Si l'on considère que la cote de popularité du Premier ministre est un bon indicateur de la crédibilité du gouvernement⁵, et sans pour autant en tirer des conclusions trop hâtives, on notera toutefois que la gauche a gagné en 1988 et perdu en 2002, et que la droite a gagné en 1995 (même si E. Balladur n'a pas été élu).

² B. Jérôme, V. Jérôme-Speziari et M.-S. Lewis-Beck (2002), «Reordering the French Election Calendar : Forecasting the Consequences for 2002 », *European Journal of Political Research*, Kluwer Academic Publishers, Amsterdam, à paraître dernier trimestre 2002.

³ Source Ifop.

⁴ Voir Lewis-Beck et Rice (1992) « Forecasting Elections », CQ Press, Washington D.C., p.124, en ce qui concerne l'optimalité du choix de cette période de mesure.

⁵ Voir Goyeau (1985), « Impact of official forecasts on private expectations : the paradox of manipulation (the french case : 1965-1982), *European Journal of Political Economy*, 1/3, 343-358.

L'incertitude pesant sur l'état de l'extrême droite

Le mauvais score de l'extrême-droite, scindée entre FN et MNR, aux européennes de 1999 et ses modestes performances aux municipales de 2001, laissent à penser qu'elle ne pourrait plus exercer son pouvoir de nuisance, comme ce fut le cas en 1997 lors de triangulaires souvent fatales à la droite. Néanmoins, lors de la Présidentielle de 2002, Jean-Marie Le Pen réalise son score le plus élevé à une Présidentielle, soit 16,86% et Bruno Mégret obtient 2,34%. En revanche, le FN ne réalise que 11,12% des voix aux législatives qui suivent (le MNR 1,33%). En outre, le taux élevé d'abstention (35,58%) ne lui permet pas de maintenir ses candidats dans les quelques 319 circonscriptions que l'on avait parfois avancées comme étant immanquablement arbitrées par le FN.⁶

Le score de l'extrême-droite est donc une inconnue permanente dans la vie politique française. Nous verrons un peu plus loin comment on peut tenter d'anticiper l'évolution de son potentiel électoral.

L'extrême-droite se singularise également par son implantation électorale⁷ régionale, en vertu d'un arc de cercle partant de la haute-Normandie, passant par les régions du Nord et de la façade Est de la France et aboutissant en Languedoc-Roussillon. La seconde inconnue est alors de savoir si le FN maintiendra son implantation et s'emparera de ce que P. Perrineau appelle des nouvelles « terres de mission ». On notera que l'implantation électorale du FN recouvre des réalités politique, économique et sociétale, très différentes d'une région à l'autre. Toute modélisation du FN doit en tenir compte.

La radicalisation de l'extrême-droite à l'encontre de la droite classique

En 1997, le FN se maintenait dans quelques 75 triangulaires causant beaucoup plus de pertes en sièges à la droite qu'à la gauche. Cette situation indique qu'une partie de l'électorat de droite ayant voté Front National au premier tour n'a pas hésité à confirmer son vote au second tour. La démarche consistant à faire « barrage » à la gauche n'est plus systématique au sein de l'électorat de droite lorsqu'un candidat RPR, UDF ou divers droite reste en triangulaire avec le FN. Ajoutons que le poids de l'extrême-droite au sein du bloc des droites n'a cessé de progresser depuis le décollage du FN en 1984, surtout aux présidentielles de 88, 95 et 2002, voire même aux législatives de 1997.

Ce phénomène de radicalisation de l'électorat de droite est visible au plan régional et se matérialise par la déperdition en voix du « bloc des droites » aux présidentielles comme en 1988 ou 1995 ou bien la perte de sièges aux législatives, là où le rapport des forces semblait favorable à la droite. Ce durcissement est notable dans les zones de force traditionnelles de la droite et à pour origine, tantôt la sanction de la politique économique des gouvernements de droite, notamment en matière d'emploi, tantôt la sanction de l'action menée en matière de sécurité ou d'immigration. Finalement, cette situation concerne à la fois des régions touchées par la crise économique et des régions économiquement prospères, mais aux prises avec des problèmes aigus de société. Là encore, il convient de prendre en compte la diversité de ces situations pour appréhender la déperdition en voix *quasi-systématique* à droite entre les deux tours de la présidentielle.

⁶ voir P. Roger, « L'extrême droite pourrait arbitrer 319 circonscriptions aux législatives », *Le Monde*, 14 avril 2002, p. 9

⁷ Voir sur cette question P. Perrineau (1997), *Le symptôme Le Pen*, Fayard. Voir également, sous la direction de N. Mayer et P. Perrineau (1996), *Le Front National à découvert*, Références académiques, Presses de Sciences Po.

L'évolution du rapport des forces droite/gauche en vue du premier tour de la présidentielle

Une évaluation correcte du rapport des forces droite/gauche au premier tour de la présidentielle est fondamentale pour prévoir le second tour. En se fondant sur les élections présidentielles passées, entre 1974 et 1995, il semblerait que la droite *lato sensu* soit obligée de rassembler un pourcentage de voix suffisamment élevé au premier tour, pour espérer l'emporter au second. La gauche en revanche mobilise souvent mieux d'un tour à l'autre, et parfois de façon spectaculaire comme en 1988. D'où la nécessité d'évaluer correctement le potentiel électoral de chaque camp. Nous comparerons ainsi l'évaluation du poids électoral la gauche faite par cinq instituts de sondage au premier tour des présidentielles et les résultats simulés du modèle politico-économique.

Le ralentissement de l'activité économique et la dégradation de l'emploi.

En se référant à l'analyse politico-économique, il est possible d'attribuer une partie de la défaite de la droite aux législatives de 1997 à la situation dégradée de l'emploi.⁸ A cette période, le taux de chômage atteint près de 12,5% de la population active. En mars 2001, ce taux tombe à 8,7%. A cette période, une première simulation politico-économique⁹ donne le candidat de gauche vainqueur de la présidentielle avec 51,36% des suffrages et la gauche plurielle majoritaire à l'Assemblée nationale avec 314 sièges. Mais, trois mois plus tard, une nouvelle simulation donne le candidat de droite gagnant avec 51% des voix et la gauche plurielle n'a plus que 254 élus à l'Assemblée. La réduction du taux de chômage n'est plus en effet assez soutenue en juin 2001 (-0,1 point – seulement - par rapport à mars). Du coup, la prime électorale que les sortants peuvent attendre d'une baisse du chômage s'amenuise. En décembre 2001, le taux de chômage remonte à 9%, la prime électorale devient quasiment nulle.¹⁰ Dans certaines régions (Alsace, Bretagne, Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Limousin, Lorraine, Basse-Normandie, Haute-Normandie et Ile-de-France) la remontée du chômage se traduit en termes de coût électoral. De surcroît, l'évolution du chômage de court terme finit de toute évidence par se répercuter dans la popularité du chef du gouvernement.¹¹

La montée du pessimisme des agents économiques

A côté des variables objectives lourdes comme le chômage, on doit souligner l'importance de l'opinion subjective des ménages, notamment celle portant sur les perspectives d'évolution du chômage et les perspectives d'évolution de la situation financière personnelle.¹² En février 2001, les anticipations sur la situation financière personnelle étaient à leur point culminant. En avril 2002, elles revenaient au niveau

⁸ B. Jérôme, V. Jérôme-Speziari et M.-S. Lewis-Beck. [1999], « Polls fail in France : forecasts of the 1997 Legislative election », *International Journal of Forecasting*, 15, 163-174.

⁹ B. Jérôme et V. Jérôme-Speziari (2001), « Le chômage, cauchemar du candidat Jospin », in Etienne Lefebvre, *Le Journal du Dimanche*, 2 septembre, p. 5. et B. Jérôme et V. Jérôme-Speziari (2001), « Gare au ralentissement économique à gauche », *Libération*, 23 août, p. 4.

¹⁰ Dans un modèle politico-économique, on parle de *prime électorale* lorsque la variation à la baisse du taux de chômage de 1 point (par exemple en glissement sur un an) entraîne un supplément en voix de x%. Dans le cas contraire, on parle de *coût électoral*.

¹¹ Voir la littérature portant sur les fonctions de popularité, notamment B. S. Frey (1978), « Politico-Economic Models and Cycles », *Journal of Public Economics*, 9, 208-220.

¹² Source : Information rapides, Insee Conjoncture.

modeste de juin 1999. En mars 2001, les anticipations de chômage atteignaient un pic d'optimisme, mais en février 2002 elles indiquaient un niveau record de pessimisme. Or, jusqu'à présent, on constatait un retournement de ces anticipations qui, systématiquement, devenaient plus optimistes 3 à 6 mois avant les échéances électorales majeures¹³, notamment sous l'effet des annonces et des campagnes préélectorales et ce, même en cas de crise économique. Ces indicateurs avancés étaient donc annonciateurs de difficultés majeures pour la majorité sortante.

Face à ces nombreux paramètres, et en raison de leur complexité, il convient de rechercher les outils statistiques permettant de réduire l'incertitude. Nous dresserons d'abord un bilan des enquêtes préélectorales avant d'envisager les résultats des simulations politico-économiques.

Face à l'incertitude : l'évolution des enquêtes préélectorales (mars 2001 avril 2002)

On juge ici du pouvoir prédictif des sondages en prenant la simple mesure des écarts entre la prévision (moyenne mensuelle) et le résultat définitif. Ainsi, s'agissant du premier tour de la présidentielle, l'institut Bva a produit à la fois le plus faible écart, soit 3,11% en septembre 2001, mais aussi le plus fort avec 13,11% en janvier 2002. Paradoxalement, à trois mois de l'élection la prévision de Bva est plus de 4 fois moins bonne qu'elle ne l'était à 6 mois, avec un score attendu pour la gauche qui croît de 10% passant de 46% à 56%. Ce paradoxe semble plutôt se vérifier pour les autres instituts, Csa donnant par exemple sa meilleure prévision en avril 2001 (soit un écart de 4,11% avec 47% pour la gauche) et sa pire prévision (53% pour la gauche) sur la fin 2001. Ipsos est deux fois moins performant en décembre 2001 comparé à juin 2001. Enfin, seules la Sofres et l'Ifop donnent leurs meilleures prévisions en avril 2002 avec un écart de respectivement 4,94% resp. 7,69% ce qui explique qu'en moyenne, le premier a donné la prévision la plus proche du résultat définitif avec néanmoins 50,10% pour 42,89% réalisé (soit un écart moyen de 7,21%), tandis que l'Ifop affiche en moyenne la prévision la plus éloignée du résultat des urnes avec un écart de 9,41%.

¹³ Voir sur ce point B.Jérôme (2000), « Do the french voters have the Political Business Cycle in Mind ? » présenté au colloque annuel de la European Public Choice society, Sienna, 26-29 Avril.